

# Déclaration de la Coalition des Volontaires.

Publié le 10 juillet 2025

Fait partie du dossier : [Visite d'État au Royaume-Uni.](#)

## Déclaration commune des chefs d'Etats et de gouvernement du Royaume-Uni, de la France et de l'Ukraine

Aujourd'hui, les dirigeants des États membres, de l'Union européenne et de l'OTAN, qui participent à la Coalition des Volontaires se sont réunis en visioconférence depuis Londres et Rome pour discuter du renforcement du soutien à l'Ukraine et de l'augmentation de la pression sur la Russie. Ils ont salué la participation du Général Keith Kellogg, envoyé spécial du Président des Etats-Unis et des Sénateurs Graham et Blumenthal – c'est la première fois que des représentants des Etats-Unis se joignent à une réunion de la Coalition.

Les dirigeants ont félicité la Présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, pour l'organisation de la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine à Rome, d'où se sont joints à la réunion le Président Zelensky et d'autres dirigeants.

Les dirigeants ont réitéré que la décision du Président Poutine d'envahir l'Ukraine était injustifiée et illégale et qu'elle constituait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et une menace pour leurs intérêts de sécurité. Ils ont souligné leur engagement sans faille pour la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ils ont salué le soutien sincère du Président Zelensky aux efforts menés par les États-Unis pour parvenir à la paix. Quatre mois se sont écoulés depuis que l'Ukraine a accepté un cessez-le-feu complet et inconditionnel. Pendant ce temps, la Russie a intensifié ses attaques contre la population civile ukrainienne, tuant plus de 700 personnes et en blessant plus de 3 500 lors de frappes aériennes les plus intenses depuis le début de l'invasion. Les dirigeants ont appelé la Russie à mettre fin aux attaques contre les civils et à s'engager dans un cessez-le-feu complet et inconditionnel afin de négocier un règlement juste et durable.

Les dirigeants ont soutenu la poursuite des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie, saluant les efforts du Président Trump pour établir un processus de paix soutenu par les États-Unis et d'autres partenaires affinitaires. Ces efforts doivent ouvrir la voie à une rencontre au niveau des dirigeants.

Les dirigeants sont également convenus d'intensifier les actions contre l'économie de guerre russe. Ils se sont engagés à développer de nouvelles mesures restrictives, en coordination avec tous les acteurs concernés, contre les secteurs énergétique et financier russes, y compris les exportations de pétrole et de gaz russes, la « flotte fantôme », ainsi que le soutien apporté par les pays tiers à la machine de guerre russe.

Les dirigeants ont réaffirmé que les forces armées ukrainiennes puissantes constituaient la principale garantie de la souveraineté et de la sécurité pour le pays. Ils sont convenus que, tant que l'agression russe se poursuivrait, la coalition aurait pour priorité de veiller à ce que l'Ukraine reçoive le soutien militaire et financier nécessaire pour se défendre. De plus, ils ont redit leur accord pour fournir au moins 40 milliards d'euros de soutien militaire à l'Ukraine en 2025, pour renforcer les forces de sécurité et de défense ukrainiennes – correspondant à l'engagement pris par l'Alliance de l'OTAN en 2024. Ils sont convenus de travailler par l'intermédiaire du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, de l'assistance en matière de sécurité et de la formation de l'OTAN pour l'Ukraine (NSATU), et des Coalitions capacitaires, pour accélérer le soutien aux futures forces de l'Ukraine.

Une priorité majeure du soutien est le renforcement des capacités intégrées de défense aérienne de l'Ukraine. Les dirigeants se sont aussi mis d'accord afin de renforcer le soutien visant à contrecarrer les attaques massives de drones russes, et à augmenter le financement de la production d'intercepteurs de drones.

Ils ont réitéré leur engagement pour la sécurité à long terme de l'Ukraine et pour renforcer sa capacité à dissuader et à se défendre contre toute attaque armée future de la Russie. Ils ont salué l'élaboration de plans opérationnels solides pour déployer une force de réassurance — la « Force multinationale pour l'Ukraine » — une fois les hostilités terminées, pour aider à sécuriser les mers et le ciel ukrainiens et régénérer les forces armées du pays. Ils se sont félicités de la mise en place d'un état-major général opérationnel dirigé par le Royaume-Uni et la France pour soutenir les activités de

planification, des engagements pris par les partenaires pour contribuer à cette force, ainsi que de la volonté de l'Ukraine de solliciter le déploiement de cette force et de conclure des accords formels avec les pays participants, le cas échéant.

Les dirigeants ont également souligné l'importance d'assurer un soutien budgétaire et économique à l'Ukraine. Ils sont convenus d'élaborer un plan collectif pour soutenir les finances publiques ukrainiennes en 2026. Ils ont également reconnu que la liberté et la sécurité de navigation en mer Noire renforcera l'économie ukrainienne et rétablira la sécurité alimentaire, et ont réitéré leur engagement à soutenir les efforts de déminage dans la mer Noire. Les dirigeants sont aussi convenus de continuer à explorer toutes les voies légales pour s'assurer que la Russie paie les dommages qu'elle a causés en Ukraine, y compris en examinant d'autres options pour utiliser les revenus provenant des avoirs russes gelés.

*[Traduit de l'anglais]*